

## Yale University Library Digital Collections

<b>Title</b>	Un Témoin. "Un peu de lumière sur le fascisme." La Revue Mondiale, [1924]. [3814-1]
<b>Call Number</b>	GEN MSS 475
<b>Published/Created Date</b>	1925 {id=286415}
<b>Collection Title</b>	"Libroni" on futurism : slides.
<b>Rights</b>	The use of this image may be subject to the copyright law of the United States (Title 17, United States Code) or to site license or other rights management terms and conditions. The person using the image is liable for any infringement
<b>Extent of Digitization</b>	Complete work digitized.
<b>Container information</b>	Box 48   Slide: 74
<b>Generated</b>	2022-06-04 02:01:11 UTC
<b>Terms of Use</b>	<a href="https://guides.library.yale.edu/about/policies/access">https://guides.library.yale.edu/about/policies/access</a>
<b>View in DL</b>	<a href="https://collections.library.yale.edu/catalog/10654741">https://collections.library.yale.edu/catalog/10654741</a>

---

concluait l'orateur, qu'un jour le gouvernement se trouve, malgré lui, impliqué dans de graves responsabilités à l'égard du pays, pour avoir été compromis par ceux qui agissent en son nom ».

Cela s'est produit. Jamais prophétie ne fut plus exacte, jamais diagnostic ne fut plus précis.

Peu à peu l'intransigeance et la brutalité du fascisme lassent et découragent quiconque sympathisait avec lui. Il prend d'abord plusieurs collaborateurs dans le parti populaire (démocratie chrétienne). Mais il ne tarde pas à se brouiller avec ce parti qu'il voudrait supprimer. Celui-ci, dès avril 1923, se rebelle sous l'instigation de l'abbé Sturzo et passe à l'opposition. C'est tout le menu clergé qui lui échappe, et le seul parti organisé subsistant dans le pays qu'il s'aliène. Pour complaire au Saint-Siège, avec qui il voudrait régler la question romaine, il déclare bruyamment la guerre à la franc-maçonnerie. Il est vite contraint de reculer, mais il perd ainsi l'appui d'une partie importante des classes dirigeantes. Il revient du reste à la charge en janvier 1924. Il nie le droit à la vie du parti de la démocratie sociale, dont il a un représentant dans son cabinet. Avant les élections, celui-ci rompt avec lui et passe à l'ennemi.

L'affaire Matteotti survient. Le libéralisme démocratique, si souvent bafoué par M. Mussolini, s'inquiète, fait des réserves, l'invite à faire respecter les lois, se dresse enfin contre lui. Cent dix-sept députés de l'opposition — auxquels il faut ajouter les communistes — s'éloignent de la Chambre, refusent de siéger à côté de ceux qu'ils considèrent comme des auteurs de crimes. Que lui reste-t-il? Les libéraux de droite qui ont pour leader M. Salandra, l'extrême-droite réactionnaire, en un mot, seule alliée désormais des « sans-culottes en chemise noire ». A fin décembre 1924, M. Salandra lui-même déclare qu'il renonce à soutenir le gouvernement, incorrigiblement illégal. Le tiers de son groupe le suit dans sa retraite.

Cependant, M. Mussolini continue de gouverner. Mais il gouverne assurément en dehors de la constitution. Il la viole en fait, à chaque instant, sans y porter formellement la main. C'est ce qu'il explique en disant que la charte italienne est fort heureusement très élastique. Il gouverne, mais sans programme visible. Il abolit le droit d'association. Il abolit le droit de réunion. Il abolit toute apparence de liberté de presse. La liberté de parole n'existe plus : un mot imprudent, prononcé dans un lieu public, provoque dénonciation, perquisi-